

La Verte Feuille

Périodique toutes boîtes distribué pédestrement
à Rixensart, Genval et Rosières

N° 75 | Décembre 2015

ECOLO
Rixensart

Sommaire

1 Éditorial

2 Logement et mobilité

- ▶ Densités dans la cité
- ▶ Se loger à Rixensart
- ▶ Les nouvelles Papeteries

3

Finances, justice, solidarité

- ▶ L'équilibre budgétaire
- ▶ Le Monopoly du bourgmestre
- ▶ GSK Genval et le quartier Poirier-Dieu
- ▶ Les réfugiés à Rixensart
- ▶ L'accueil de la petite enfance

4

5

6

7

Équipements et environnement

- ▶ Panneaux photovoltaïques

8

International... et local

- ▶ Le TTIP

Édito

Revoici le périodique d'Ecolo Rixensart, plus Verte Feuille que jamais! À mi-chemin de la législature communale, l'heure est au bilan de mi-mandat. Il serait facile de n'épingler que les déceptions, les ratés, les retards mais nous pensons qu'une opposition n'est crédible que si elle peut faire la part des choses réalisées. Ecolo appuie loyalement tout ce qui va dans le sens d'une amélioration des conditions de vie de nos concitoyens! Une autre manière de faire de la politique que celle parfois promue par notre bourgmestre et sa majorité MR-NAP, comme lors du conseil communal d'octobre: «*Monsieur le bourgmestre, faites-vous exprès de déformer mes propos et de ne pas y répondre?*», on entendit le bourgmestre répondre: «*C'est de bonne guerre, on fait de la politique, non?*» Eh bien... non. Cette façon politicienne de faire de la politique n'est pas la nôtre. Nous préférons débattre sérieusement des problèmes de fond, informer au mieux la population des enjeux, des choix et arguments en présence, et des décisions. Caricature pour caricature, nous préférons celle qui fait sourire: nous vous offrons celle de notre mayer... gaulois, en cadeau de fin d'année!



Trois ans après les élections qui ont attribué de justesse une majorité absolue à la liste du bourgmestre, nous vous convions à prendre connaissance des principaux enjeux de la politique communale actuelle: la «*taille critique*» de notre commune confrontée à une croissance démographique continue et tous ces problèmes qui en découlent en termes de mobilité, d'accueil de la petite enfance, de revitalisation ou d'abandon de certains quartiers, etc. Sans oublier l'éternelle question de l'équilibre budgétaire dont la résolution trahit des choix idéologiques. Et puis Rixensart n'est pas une île perdue: la crise des réfugiés concerne particulièrement notre commune qui héberge un centre Fedasil, tandis que nous sommes tous visés par le projet de traité transatlantique, le TTIP, dont on vous parle en dernière page. Bonne lecture donc. La suite du bilan de mi-mandat avec la Verte Feuille de printemps! Bonne année nouvelle!

La Locale

La locale Ecolo de Rixensart

Découvrez au fil des numéros notre équipe, nos élus, nos bénévoles et sympathisants.



Sophie De Mol
Administratrice Rixensart
sophiedemol@gmail.com



Eric Bamps
Conseiller communal
bamps.roy@skynet.be



Félix Vannoorenberghe
Administrateur Maison des Jeunes
fvannoorenberghe@hotmail.com



Michel Gergeay
Coordinateur Verte Feuille
michelgergeay@gmail.com

La date de bouclage de cette Verte Feuille est antérieure au 13 novembre. Vous n'y trouverez donc pas d'articles liés aux attentats de Paris. Notre groupe est bien entendu solidaire des victimes de ces événements et est attentif aux enjeux locaux et internationaux qu'ils impliquent. Retrouvez l'analyse d'Ecolo sur notre portail fédéral: <http://www.ecolo.be/?les-trois-urgences-d-ecolo>



Densités dans la cité : vigilance pour les 25.000 !

Rixensart, ville à taille humaine ou village surpeuplé? Le nombre d'habitants évolue rapidement dans notre commune. Notre «Schéma de structure», document qui oriente toute la politique communale d'aménagement du territoire, constate que «Pour assurer une évolution harmonieuse de la commune, il faut veiller à un juste équilibre entre l'augmentation du nombre d'habitants, le développement des équipements, infrastructures et services, et la protection du cadre de vie».

C'est ce document officiel qui, prônant une réflexion sur l'aménagement des différents quartiers de Rixensart, préconise de ne pas dépasser 25.000 habitants, valeur maximale qui n'est ni un objectif ni un idéal!

Où en sommes-nous actuellement? À 21.941 habitants au 31 décembre 2014, soit 88 % de la population maximale à Rixensart.

Pour maîtriser cette évolution, la commune veut, à raison, faire respecter les densités de logements lors des permis d'urbanisme, densités recommandées qui tiennent d'ailleurs compte de la diversification des quartiers. Ce qui implique une certaine prudence dans l'octroi des densités maximales, sous peine de dépasser rapidement le plafond des 25.000 habitants... Et pourtant le collège ne semble pas se tenir à cette nécessaire prudence.

D'abord aux Papeteries: 101 logements «pour seniors» pourraient ne pas être comptabilisés comme

Veillons à une évolution harmonieuse de notre commune.

logements et donc outrepasser l'habitat maximal prévu sur le site.

Ensuite, des projets de construction viennent d'obtenir l'approbation du collège avec des densités de logements deux à quatre fois supérieures aux recommandations, comme le projet Normandy dans le quartier du Lac, ou avenue Marchal!

Enfin, des zones non constructibles pourraient le devenir: le Lido à Genval et surtout le site désaffecté de GSK, toujours à Genval... L'intérêt des promoteurs est-il compatible avec celui des habitants, non seulement de ces quartiers mais de toute la commune vu les conséquences en terme de trafic par exemple?

Nous appelons le collège à respecter les recommandations de notre Schéma de structure. Il en va de la qualité de vie de tous les Rixensartois, pour des décennies.

Philippe Lauwers



Se loger à Rixensart : balle au centre ?

Pourquoi privilégier dorénavant l'habitat dans les centres? Parce que cela rapproche les habitants des services et des transports en commun, ce qui est tout profit pour la mobilité, souci réel à Rixensart. De plus, construire des logements plus concentrés consomme moins d'énergie. Enfin, cela permet de réduire le coût des logements mais aussi des infrastructures et des services publics. Bref, cela permet de diversifier l'offre de logements et de la proposer aussi aux ménages plus modestes.

Ce dernier point est fondamental à nos yeux: notre commune doit pouvoir accueillir une population plus jeune, moins fortunée, diversifiée. Pour réaliser cet objectif, c'est avant tout sur les politiques publiques qu'il faut compter.

Pour rappel, actifs dans la majorité précédente, nous avons lancé plusieurs projets dans ce sens: logement au Tir à l'arc à Genval, résidence service social de 8 logements rue de Messe, nouveaux logements sociaux avenue

Marchal à Rixensart et à la place communale de Genval. Certains projets ont été réalisés, d'autres avancent. Nous plaillons pour que la commune ne se contente pas d'inaugurer les projets antérieurs et de rénover son parc de logements existants mais prenne de nouvelles initiatives, par exemple créer des logements à l'emplacement de l'ancien Boxer rue Boisacq à Rixensart, idéalement situé!

Michel Gergeay

On inaugure les nouvelles Papeteries. Et Maubroux dans tout ça ?

Le nouveau centre des Papeteries prend forme. C'est un événement pour toute la commune! Les avis sont partagés entre le très positif et le mitigé.

Du côté positif: enfin le site revit avec logements et services dans un cadre agréable.

Du côté «mitigé»: la voiture omniprésente, l'absence de range-vélos, les rives de la Lasne pas assez vertes. Certains se désolent aussi des gabarits des constructions, pourtant conformes aux prescriptions du plan d'aménagement.

Il est sans doute encore un peu tôt pour conclure, notamment sur l'impact paysager et sur la mobilité. Les parkings en sous-sol ne sont pas terminés et les phases

2 et 3 doivent encore voir le jour. Nous serons attentifs à ce que le seuil de 390 logements ne soit pas dépassé.

Nous trouvons aussi que des initiatives doivent être prises pour que le quartier de Maubroux ne pâtisse pas de l'ouverture des commerces aux Papeteries. Cette préoccupation figure explicitement dans les options du plan d'aménagement qui insiste sur la continuité des cheminements piétons et cyclistes vers Maubroux, sur des aménagements des voiries et des carrefours vers ce quartier, ainsi que sur la problématique des parkings.

Le cheminement des Papeteries à Maubroux doit être rendu agréable

et convivial! Nous proposons que les trottoirs dans les voiries concernées (notamment rue de la Station et de Rosières) soient réparés et protégés, et qu'un marquage et des range-vélos soient prévus. Nous proposons aussi que la commune encourage des actions de convivialité mettant en valeur les commerçants de Maubroux.

Ces efforts en valent la peine: l'avenir est à la mixité et la diversité, et le développement d'un quartier nouveau ne peut se faire au détriment d'un autre, plus ancien, qui offre une autre ambiance et qui peut aussi répondre aux besoins d'autres habitants.

Philippe Lauwers

Pour une plus grande mobilité en commun à Rixensart

Nos propositions:

- scinder la navette TEC Genval/Rosières,
 - créer un «Proxibus»,
 - instaurer un tarif unique...
- } Toutes mesures finançables avec le budget actuel et plus efficaces.

Notre critique positive de la situation en matière de transports en commun à Rixensart (navettes TEC, service SAM Drive...) est à lire plus en détail dans la Tribune des Conseillers (**Rixensart Info** 274 de septembre 2015, également consultable en ligne).

Finances, justice, solidarité

L'équilibre budgétaire sur le dos des plus faibles: carton rouge au Collège!

L'équilibre budgétaire, c'est... quand les recettes sont équivalentes aux dépenses. Or Rixensart, comme les autres communes, est désormais contrainte à des charges nouvelles. Rien que le financement *a minima* des zones de police et d'incendie représente une dépense supplémentaire de 700.000 euros! On doit donc, pour arriver à l'équilibre budgétaire, augmenter les recettes et/ou réduire les dépenses, ce qui exige des efforts.

Et c'est ici qu'il nous faut bien sortir notre carton rouge au collège: dans notre commune, ces efforts ont été répartis de manière

inéquitable, frappant surtout les plus faibles! Jugez plutôt.

En 3 ans, l'aide sociale a été réduite de près de 200.000 euros, notamment dans les aides logement alors que Rixensart est l'une des communes de Wallonie où le coût du logement est le plus élevé!

Les réductions de personnel se multiplient, la dernière en date étant le licenciement de 8 personnes au CPAS avec la fermeture des «Titres-Service». Et gare au personnel contractuel précaire: si on trouve moins cher ailleurs, son contrat ne sera pas renouvelé ou ses horaires seront réduits, sans



ménagement, peu importe son ancienneté, sa situation sociale. Le personnel de l'Accueil temps libre (les garderies) dans les écoles en sait quelque chose. Les parents également, qui ont vu la qualité de

l'accueil se dégrader après avoir subi, par ailleurs, une hausse des tarifs.

Du côté des recettes, précisément, ces hausses de tarif pleuvent: prix de la journée à la Maison de Repos du CPAS, prix des garderies dans les écoles, tarifs des salles communales et du Complexe sportif, documents administratifs. Hausses de tarif aveugles parce qu'elles risquent de désorganiser les budgets des familles, des clubs sportifs, des parents et de paralyser la vie associative.

L'obsession de nos Picsous communaux en devient contreproductive et les habitants doivent trouver des solutions moins coûteuses. Rétropédalage du collège en vue: pour éviter des effets contraires, on révisé à la hâte certains tarifs,

on promet des subsides à la cantonade... Affligeant!

Mais en l'absence de compensation de la part des autorités supérieures, est-il normal de faire porter l'effort sur les plus fragiles de nos habitants? Un équilibre budgétaire sans équité aggrave les injustices. Nous réclamons une répartition plus équitable de l'effort tout en interpellant énergiquement Fédéral et Région pour refinancer les communes. On pourrait aussi faire plus dans les économies d'énergie en augmentant les investissements subsidiés par la Région, au lieu de les ôter du budget!

Dans un tel contexte, certains choix coûteux du collège nous choquent: la valse-hésitation en matière de politique immobilière qui a déjà gaspillé au bas mot 100.000

euros (voir notre article «Monopoly» ci-dessous), l'achat d'un demi-chapiteau pour 10.000 euros et jamais utilisé, le remplacement d'abribus encore en bon état, l'asphaltage de sentiers parfaitement cyclables, des honoraires d'avocat dépensés en pure perte, des consultants en «coaching» pour convaincre les enseignants d'accepter des réformes imposées sans concertation, des frais de formation (sic) du collègue, pour tenter, durant tout un weekend (!), de raccommoder des relations complètement dégradées avec le personnel...

Amateurisme, autoritarisme? Difficile à avaler en tout cas, en ces temps de disette budgétaire!

Philippe Lauwers

Monopoly du bourgmestre : déjà 100.000 € évaporés!

La politique immobilière de la majorité MR-NAP est digne d'un mauvais joueur de Monopoly qui avance sans plan précis et, changeant sans cesse d'avis, gaspille son argent sans résultat.

D'abord, la saga de **la nouvelle antenne de police**. En 2013, le bourgmestre décide de construire une nouvelle antenne de police sur un terrain communal situé en front de rue avenue Roosevelt, à 150 mètres de l'actuelle police – qui par ailleurs n'a rien demandé. Seul argument avancé: la police sera plus visible par la population. Un architecte est chargé de réaliser un projet et un appel d'offres est lancé. En 2015, le projet est annulé et les frais déjà engendrés sont perdus, mais la saga n'est peut-être pas terminée pour autant!

Ensuite, le projet de « **cité administrative**» (*dixit* le bourgmestre). En 2014, le nouveau propriétaire du site de GSK Genval propose que la commune lui rachète l'un des bâtiments (avant toute réflexion sur l'avenir du site!). Le mayor est séduit; le chiffre avancé en mai dernier en conseil communal est

d'un million d'euros. Les services de la maison communale du Château du Héron déménageraient dans ce bâtiment avant fin 2015 pour en faire la nouvelle «cité administrative» communale. Au Château du Héron, place nette serait faite pour... la nouvelle antenne de police. Moyennant de nouveaux frais, dont le montant n'est pas encore connu...

En septembre 2015, patatras, comme l'avait indiqué le groupe Ecolo dès le mois de mai, la majorité MR-NAP se rend compte que la commune doit d'abord modifier le plan d'aménagement du site! Report de l'acquisition en 2016... Entre-temps, le prix a grimpé à 1,8 million d'euros. Pas grave pour le bourgmestre, il inscrit ce montant au budget et voudrait faire voter à la hussarde un engagement d'achat, sans attendre le résultat de l'enquête publique sur le nouveau plan d'aménagement, ni les études sur ses conséquences en termes de concentration d'habitats, de mobilité et sécurité routière, d'environnement, etc. Heureusement, un comité de quartier – bien informé – s'est mis en place. À suivre de près.

Nous dénonçons
le gaspillage
des deniers publics!

Enfin, la saga des **Charmettes**. En 2014, l'ancienne conciergerie des Charmettes, rue du Tilleul à Genval, est démolie par décision de la majorité. Ses occupants (des organismes d'aide à la jeunesse) sont relogés à l'étroit dans la villa du même nom, en attendant un nouveau bâtiment. Rebelote, un architecte présente une esquisse, puis abandon provisoire du projet en 2015 dans l'attente de la réalisation de la cité administrative! Aujourd'hui, la destruction de la conciergerie a rendu la villa des Charmettes inaccessible comme maison de quartier pour les associations et les habitants.

Résultat actuel: un bâtiment détruit, des services à l'étroit, une maison de quartier supprimée et un travail d'architecte effectué en pure perte.

Cette valse-hésitation incompréhensible est de plus coûteuse! Les frais dépensés inutilement s'élèvent, à ce jour, à au moins 100.000 euros... Nous dénonçons ce gaspillage des deniers publics.

Que proposons-nous pour améliorer le confort des services communaux, à l'étroit sur le site du Château du Héron?

Y construire un bâtiment basse énergie à l'emplacement des actuels garages, désaffectés (projet évalué sous la législature précédente à un million d'euros).

Et aux Charmettes, après la malheureuse démolition de l'ancienne

conciergerie, reconstruire un bâtiment simple et fonctionnel pour abriter les associations d'aide à la jeunesse et l'école des devoirs afin que la Villa des Charmettes puisse à nouveau remplir son rôle de maison de quartier.

Enfin, moderniser le commissariat existant.

Gérard Dive

GSK Genval et le quartier « Poirier-Dieu » : un projet urbanistique mégalo ?



Le site de GSK Genval, situé dans le quartier « Poirier-Dieu », à l'angle des rues des Tilleuls et des Volontaires, a été racheté par le promoteur Cobelba, filiale du groupe Besix, poids lourd du secteur de la construction.

Ce site couvre 15 hectares dont environ 2,5 hectares de prairies et 4,5 hectares qui correspondent aux bâtiments désaffectés de GSK. L'école communale de Genval, dont les nouveaux bâtiments sont en voie d'achèvement, s'y trouve également. Le reste de l'îlot est bâti.

Surprise! Le nouveau propriétaire y envisage la construction de 165 logements et d'une maison de repos de 185 lits! Le bourgmestre soutient le projet et négocie en prime avec le promoteur le rachat d'un des bâtiments désaffectés de GSK pour y concentrer l'essentiel de l'administration communale, dont coût actuellement chiffré à

environ 2 millions d'euros pour la commune. Gros enjeux d'aménagement du territoire et de finances publiques donc!

Ceci représente un changement considérable pour le quartier (densité de population, mobilité, sécurité routière, etc.) et pour toute la commune dont la population ne cesse de croître.

Il serait logique que ce projet soit étudié par rapport au plan d'aménagement du quartier, direz-vous? Oui. Et pourtant, le bourgmestre a décidé d'avancer au pas de charge alors que ce plan n'existe pas encore. En effet, le bureau d'études vient seulement d'être désigné.

Les conseillers communaux Ecolo sont intervenus à ce sujet en conseil communal. Voici un **résumé de notre intervention**.

« Nous voulons insister sur le nombre de futurs logements prévus sur le site, qui était affecté jusqu'à présent à des activités économiques. C'est un point crucial. La conversion du site du Poirier-Dieu en zone d'habitat change sérieusement la donne tant pour le quartier que pour la commune, et aura des implications fortes en matière de mobilité, d'infrastructures à prévoir (crèches, écoles, etc.). Il faudra nécessairement engager une discussion avec le promoteur sur le nombre acceptable de logements, comme cela fut fait avec le projet des Papeteries.

Il n'est pas responsable, à ce stade, de conclure des accords parallèles avec ce même promoteur. Cela met la commune en position de

faiblesse pour défendre un aménagement durable du quartier. Elle risque de verrouiller toute discussion sur le nombre de logements à prévoir.

Nous demandons de reporter la décision d'achat au moment où les options du nouveau plan d'aménagement auront été précisées, le temps aussi d'impliquer un maximum d'acteurs, et en premier lieu les habitants du quartier. Ce projet représente en effet un enjeu collectif majeur tant pour le quartier que pour la commune. »

Le samedi 10 octobre, un rassemblement d'une cinquantaine de riverains a eu lieu à l'initiative de quelques habitants mis au courant de ces projets pharaoniques. Le bourgmestre, également informé, est venu en observateur pour tenter de rassurer quant au projet. En vain. Une séance d'information a alors été programmée le 10 novembre dernier.

Au moment de la rédaction de ce sujet, le bourgmestre continue d'affirmer que l'avant-projet (inchangé) doit être signé au plus vite, sous prétexte de l'urgence dont on ne comprend pas la raison.

Ecolo Rixensart mettra tout en œuvre pour informer le comité de quartier et peser au conseil communal en faveur d'un projet respectueux du quartier, du cadre de vie des riverains, de leur mobilité et de la protection des usagers faibles de la voie publique. La suite au prochain numéro début 2016!

Fabienne Petitberghein

Réfugiés à Rixensart : la solidarité, comme en 1996 !



«Je trouve indécent d'installer des réfugiés dans un endroit où s'étalent sous leurs yeux les richesses occidentales.»

Qui a dit cela? Est-ce le bourgmestre de Tournai, en juillet 2015, face à l'arrivée de 700 réfugiés dans une ancienne caserne? Non, c'était Jacqueline Herzet, la Bourgmestre de Rixensart qui, le 5 août 1996, réagissait à l'installation annoncée d'un centre pour 120 demandeurs d'asile, rue du Plagniau.

«Les réfugiés ne sont pas un danger, ils sont EN danger.»

Qui a dit cela? Est-ce l'Europe, en 2015? Non, c'est la Tribune Ecolo dans le bulletin communal RixInfo, en septembre 1996. Nous réagissions alors aux oppositions à ce centre pour demandeurs d'asile, notamment à la pétition de plus de 2000 personnes, et à des pro-

pos extrêmes tels «Les réfugiés d'Afrique ont des maladies contagieuses», «Rixensart, terre d'accueil ou terre promise», «Pas de tueurs rwandais chez nous.» À l'époque, cette tribune Ecolo nous a même valu des lettres de menaces!

Mais tout comme aujourd'hui, la réponse citoyenne fut rapide. Dès la fin 1996, à l'initiative de militants Ecolo, se crée la «Coordination Accueil Réfugiés» (CAR). Elle rassemble des habitants et associations progressistes soucieux d'une bonne intégration du Centre dans la commune. Depuis lors, des dizaines de bénévoles œuvrent à cet objectif, en collaboration avec le personnel du Centre Fedasil.

À Rixensart, la solidarité, on connaît

Résultat: une intégration réussie, citée en exemple dans toute la Belgique. Théo Vrancken, Secrétaire d'État à l'Asile: «Une trentaine de bénévoles? C'est un véritable record national. Je pense que c'est important d'aider ces personnes qui s'investissent dans la vie de nos centres d'accueil (...) Je me rends compte en plus qu'ici, le centre est parfaitement intégré à sa commune.» (Avenir, 6 juin 2015)

Aujourd'hui, face au drame humanitaire qui se déroule sous nos

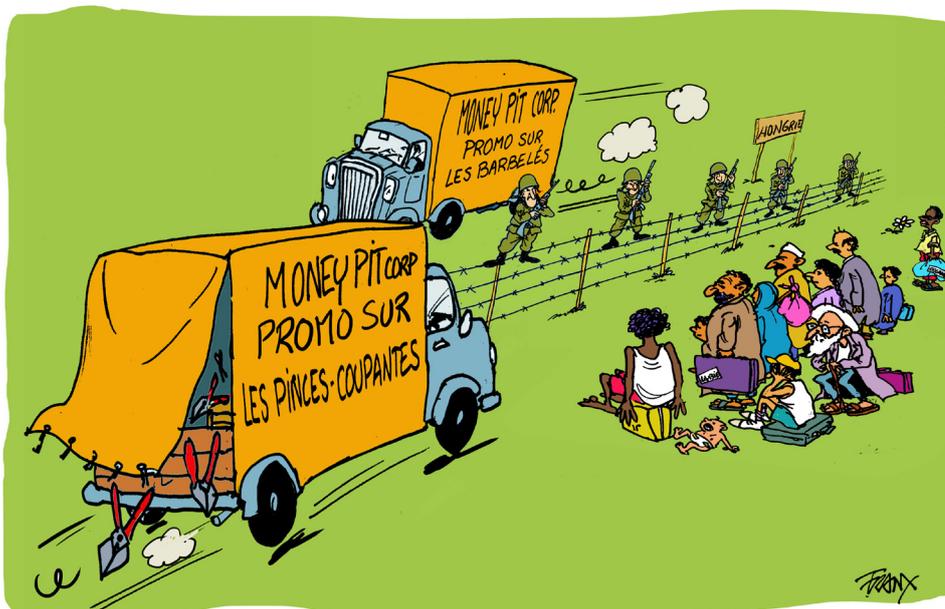
yeux, Fedasil vient d'aménager 36 places supplémentaires, temporaires, sous tente (quel anachronisme!), à la rue du Plagniau. De nombreux Rixensartois ont offert leur aide et la CAR a multiplié ses efforts: vêtements, matériels et produits divers, aide à l'école des devoirs...

La solidarité envers les réfugiés est notre premier devoir, c'est une question de justice !

Solidarité et sécurité

La sécurité, revenue au premier plan dans nos préoccupations citoyennes suite aux horribles attentats de Paris, est un droit pour tout le monde, en particulier pour les plus faibles dont font partie ces réfugiés, chassés de chez eux par une violence aveugle et qui, comble d'horreur, risquent de subir les conséquences d'amalgames insensés.

Interpellé par nos soins au conseil communal du mois d'août dernier, le Collège s'est enfin décidé à accorder un soutien supplémentaire à la CAR, après une attente de plus d'un an. Ce n'est encore que «sur papier» mais ne boudons pas notre satisfaction! D'autant que dans la foulée, des budgets ont été débloqués, entre autres pour compléter l'encadrement de la «classe passerelle» pour les enfants scolarisés des demandeurs d'asile. Initiatives qu'évidemment nous soutenons.



L'hiver sous tente ?

Le problème est là, urgent. Le Fédéral propose aux communes des subsides et un encadrement pour qu'elles ouvrent des places «en dur». Nous voudrions que Rixensart et son CPAS répondent positivement à cet appel. Il y a des

possibilités: les logements inoccupés de l'ancienne Gendarmerie fédérale, derrière la poste, et les locaux toujours inutilisés de l'ex-GSK à Genval.

1996-2015, presque 20 ans! Simple citoyen ou responsable politique, nous devons plus que

jamais prendre notre part dans l'accueil des réfugiés. La solidarité est notre premier devoir, car ce n'est pas simplement une affaire de charité ou de compassion, c'est une question de justice!

Paul Lambert

L'accueil de la petite enfance à Rixensart : où et à quel prix ?

Une naissance, bien qu'heureuse, est souvent associée à l'angoissante recherche d'une crèche. Entre structures subventionnées, privées et accueillantes, les parents parcourent trop souvent un chemin semé d'embûches avant d'inscrire leur enfant.

Et à Rixensart? L'offre dans notre commune est variée et ne cesse de s'étendre, mais le nombre de places d'accueil ne correspond toujours pas à la demande de jeunes parents désireux d'offrir le meilleur à leur enfant. L'asbl Rixenfant et ses quatre structures peuvent accueillir plus de 100 enfants; les deux crèches du CPAS représentent 59 places. À cela s'ajoutent les places ouvertes dans les maisons d'enfants subventionnées ou non (plus de 40 places), les accueillantes conventionnées et les gardiennes indépendantes (informations disponibles sur www.rixensart.be, rubrique «Accueil petite enfance»).

Les tarifs varient fortement en fonction du type d'accueil. Les structures subventionnées appliquent des prix calculés sur base des revenus du ménage. Si le CPAS travaille avec les tarifs imposés par l'ONE, les maisons d'enfants ou gardiennes privées n'ont malheureusement pas cette possibilité. Car bien que l'accueil de nos enfants nous semble cher, il représente un coût de plus en plus lourd pour les structures de toutes tailles, qui ne reçoivent que peu ou pas de subsides.

Trouver une place pour son enfant est plus une question de chance que de choix.

Ne serait-il pas temps que le législateur prenne ses responsabilités en allouant des subsides plus en lien avec la réalité? Une étape a été franchie cette année en octroyant aux accueillantes conventionnées un salaire garanti à partir de juillet 2016. On est en droit d'en attendre plus pour les milieux d'accueil en général (accueillantes également) qui accompagnent nos enfants pendant les trois premières années de leur vie.

Trouver une place pour son enfant est plus une question de chance que de choix. Les parents doivent s'armer de patience, compter sur les trop rares possibilités, et tout cela en espérant rentrer dans leur budget. Soutenir la petite enfance, c'est donc aussi et surtout valoriser toutes celles et ceux qui font le choix d'y consacrer leur vie professionnelle.

Sophie De Mol

Équipements et environnement

Panneaux photovoltaïques

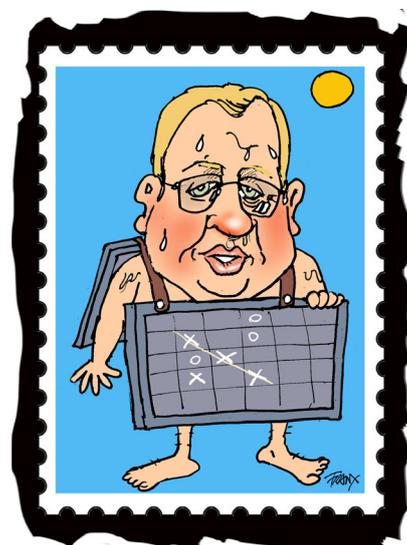
Rendons à César ce qui est à César et à Antoine ce qui est à Antoine.

La saga des panneaux photovoltaïques et de leurs certificats verts a joué un rôle certain dans les faibles résultats électoraux d'Ecolo lors des dernières élections. Rappelons quand même que cette construction quelque peu «foireuse» a été entreprise à l'époque par un ministre CDH, André Antoine, et que la solidarité gouvernementale de la Région a associé de fait Ecolo à cette histoire. De même, pendant la campagne électorale, cette

même solidarité a empêché Ecolo de dénoncer les incohérences du système mis en place.

Soyons clairs: Ecolo est et reste un fervent défenseur des énergies alternatives et renouvelables, mais avec une promotion raisonnable par les services publics, sans effet d'aubaine injustifié et sans que l'ensemble des consommateurs doivent payer pour ceux qui ont investi dans le système.

Jacques Languillier



Le TTIP : un traité inégal et dangereux

Ce « traité transatlantique » semble une très grosse affaire, préparée dit-on avec beaucoup d'énergie, par beaucoup de gens, mais nous ne savons pas qui sont ces personnes. Comme un cadeau-surprise avec quelques fuites pour entretenir le suspense. Ne soyons pas naïfs... Un cadeau ? Qui contient des promesses ? Voyons donc un peu ce qui se cache là derrière.

On nous dit et on se dit : « *Un traité c'est toujours une bonne chose, ça évite les conflits ou même les guerres* ».

Un traité qui évite les conflits ? Quels conflits ? Entre qui et qui ? Sachez qu'il s'agit d'un **traité commercial** dont les partisans espèrent qu'il leur permettra de vendre ce qu'ils veulent et à qui ils veulent, sans contraintes. Or certains pays entendent protéger leur population avec des *normes*, des règles d'environnement, des règles sociales, des règles sanitaires. Et ça c'est mauvais pour le commerce international. Il faut soit changer ces normes, soit les supprimer.

Nous devons donc savoir si oui ou non nous voulons garder ces protections. À quoi servent-elles ? Que nous apportent-elles, à nous, citoyens de Rixensart, de Belgique, du monde ?

Car il s'agit de nous, de chacun et de chacune, et pas seulement des mystérieux négociateurs. C'est à nous de rappeler que ces normes patiemment élaborées par certains pays nous aident à vivre mieux. Ces règles disent par exemple que les produits alimentaires doivent garantir leur innocuité, que tous les travailleurs ont des droits et une vraie sécurité sociale, que les fabrications les plus diverses doivent respecter l'avenir de nos paysages, de l'air que nous respirons, et finalement de la vie d'aujourd'hui et de demain.

Car c'est bien d'un conflit de valeurs fondamentales qu'il s'agit : l'écologie politique n'est pas opposée à la liberté du commerce mais elle prône des valeurs sociales, environnementales et sanitaires per-

çues comme essentielles alors que le Traité présente ces dernières comme des obstacles au profit maximal des sociétés privées. Les partisans du Traité sont pour une liberté **totale** du commerce. Finies ces normes et ces barrières qui freinent l'économie, empêchent les investissements, créent le chômage, bloquent la croissance et le PIB - parents officiels du bonheur universel et permanent.

Nous les Verts, comme tous les « **contre** », nous savons bien qu'il s'agit de fausses promesses. Même la Commission européenne commence à douter.

Et si ce Traité était quand même signé ?

Voici la clause la plus inquiétante : si un État ou une institution maintient ou établit des règles ou des normes avec lesquelles une entreprise n'est pas d'accord, celle-ci peut introduire une plainte. C'est normal, direz-vous. NON, car on a inventé pour le coup une justice spéciale, une **justice privée**, organisée par les groupes privés, les multinationales et leurs lobbies. Les plaignants doivent simplement dire que telle norme ou telle barrière les empêche de faire tel ou tel bénéfice. Et s'ils y arrivent, l'État qui a établi ces normes devra payer une amende colossale. Comme on connaît les difficultés financières des États, c'est un vrai chantage. L'industrie cigarettière américaine se frotte déjà les mains...

Ainsi le mystère se dissipe

Car ce Traité n'est pas négocié seulement entre les États, mais par les grands groupes multinationaux : Pfizer, Philips, Monsanto, Total, Siemens, entre autres. On y invite rarement les associations, et encore moins la société civile.

Vous avez dit Transatlantique ?

Oui, ce Traité se négocie entre l'Europe et les États-Unis. Entre alliés. En fait, s'il y a une « concurrence », ce n'est pas seulement le

gouvernement américain contre les gouvernements d'Europe, mais bien, à l'intérieur de chaque État, entre ceux qui veulent cette liberté totale et ceux qui exigent une certaine sécurité de production et consommation. Partout, aux États-Unis comme chez nous, des voix se font entendre pour dire non à ce faux progrès. Crions aussi notre volonté : **OUI à la production équitable, durable et saine, NON à la marchandisation de nos vies, de nos valeurs et de notre justice !**



D'ailleurs Ecolo Rixensart a pris l'initiative, dès mai 2015 en Conseil communal, de faire voter une motion demandant la suspension des négociations TTIP, à l'instar de nombreuses communes du Brabant wallon. Après une séance d'information publique le 22 septembre, Ecolo et d'autres membres de l'opposition ont obtenu que la question soit mise à l'ordre du jour du Conseil communal du 28 octobre et **c'est à l'unanimité moins quatre abstentions que cette motion a été votée !**

Le bourgmestre ne semble pas vouloir en faire trop de publicité mais vu l'importance du sujet, nous espérons quand même que la commune fera état de ce vote sur son site et dans le bulletin communal. Le texte de la motion peut être consulté sur notre site www.ecolorixensart.be.

Paul Lambert

Pour en savoir plus :
<http://www.no-transat.be>